## **GRENOBLE ET SA RÉGION**

### **ISÈRE EXPRESS**

### **CONFÉRENCE SUR LA LAÏCITÉ**

### Jean-Louis Bianco explique ses principes

→ Le président de l'Observatoire de la laïcité, ancien secrétaire général de l'Élysée et ministre de François Mitterrand, animera, demain, une conférence au Diapason de Saint-Marcellin, à 18 h (entrée libre). Jean-Louis Bianco rappellera les trois grands principes fondateurs de la loi de 1905 : la liberté de conscience et la liberté de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi, quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. Il informera des droits et des devoirs de chacun dans le cadre de la loi : « La laïcité, c'est une valeur de réunion et de rassemblement, et pas une valeur d'exclusion. »

### **VIOLENCES FAITES AUX FEMMES** L'AFEI plaide pour un autre aménagement du territoire

→ Nathalie Béranger et Brigitte Périllié, coprésidentes de l'Association des femmes élues de l'Isère (AFEI), communiquent juste avant la tenue de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes du 25 novembre : « L'AFEI s'associe avec force à cette journée de sensibilisation pour que les violences sexistes cessent de se développer et puissent même disparaître. En effet, ce fléau, devenu une cause nationale et internationale, doit être pris en charge, dans le cadre de leurs compétences, par toutes les assemblées élues et leurs services publics. Les violences faites aux femmes recouvrent aujourd'hui aussi bien les violences conjugales ou ordinaires de la rue que le harcèlement ou les agressions sexuelles et les viols. Personne ne peut se dire indifférent à ces phénomènes qui croissent sans cesse et qui entravent la liberté des femmes à conduire leur vie et à évoluer dans toutes les sphères de la société. Au-delà des questions de logement d'urgence pour les victimes de violences conjugales et leurs enfants, nous savons aujourd'hui que l'aménagement du territoire, l'organisation temporelle des services et activités publics peuvent être sources d'agressions et d'insécurité, spécialement pour les femmes. Bon nombre d'entre elles, dans certaines villes ou quartiers, sont contraintes de renoncer à participer à des manifestions qui pourraient, au vu de leur localisation ou de leurs horaires, les mettre en danger. Cela n'est pas tolérable. C'est pourquoi, chaque détenteur de la puissance publique doit s'interroger sur ses responsabilités pour que les sources d'insécurité et de discriminations à l'égard des femmes disparaissent. »

### L'INVITÉE FRANCE BLEU ISÈRE Ce matin : Élisa Martin, première adiointe à la Ville de Grenoble

→ Quelles sont les mesures prises par la Ville de Grenoble après les attentats de Paris ? Élisa Martin, première adjointe au maire de Grenoble en charge de la tranquillité publique, est l'invitée de France Bleu Isère ce jeudi matin, à 7 h 50. Une interview à retrouver ensuite sur le site : www.francebleu.fr

LAFFREY | Après la démission de cinq des onze conseillers cette année, elle jette à son tour l'éponge

# Hélène Perrin : « J'ai fait un burn out de la fonction de maire »

Laffrey, on lave son linge sale en famille. En bas A sale en ramme. \_\_\_\_ dans la vallée, nul n'a besoin de savoir que le conseil municipal s'est sabordé depuis le début de l'année. Les élus, les villageois et les personnes mises dans la confidence n'ont rien laissé filtrer en dehors des frontières du plateau matheysin.

Hélène Perrin s'est décidée à parler, « maintenant que sa démission est officielle »... Enfin, depuis le 4 novembre! L'ancienne maire de Laffrey a en effet jeté l'éponge. « J'ai fait un burn out de la fonction de maire. »

Élue pour la première fois en 2008, elle a été réélue en 2014. « Je ne voulais pas me représenter car c'est un métier, un sacerdoce. Beaucoup de personnes m'ont encouragé et j'ai été prise au dépourvu. » Elle monte donc une nouvelle liste avec deux anciens conseillers, Sylvain Melmoux et Valérie Ponsard, et huit nouveaux, « jeunes et moins jeunes ».

### « Ils n'ont rien compris au fonctionnement »

Les onze membres de l'équipe sont tous élus à l'issue du second tour. « Mon premier mandat n'avait pas été simple, il m'a fallu apprendre la fonction. Cette fois, je pensais qu'avec l'aide de tous ces conseillers, nous allions dynamiser le village avec un projet d'urbanisation et de développement touristique. »

Hélas, « certains n'ont pas compris qu'on ne venait pas quand on voulait, qu'il fallait s'engager, donner de son temps pour l'intérêt général. Ils n'ont rien compris au fonctionnement et ont tout

Les relations se crispent et d'autres déceptions s'ajoutent. « On est allé jusqu'en cassation pour notre Plan local d'urbanisme qui est prêt depuis des années. On a gagné mais maintenant, il est de nouveau bloqué au tribunal administratif. On avait tout prévu pour la construction de l'école et d'un lotissement. »

Et quelle désillusion encore avec l'intercommunalité! « Je pensais qu'on allait mutualiser les moyens, mais, in fine, les petites communes sont toujours aussi pauvres. On n'a pas EDF, nous », comme d'autres communes voisines bénéficiant de retombées financières.

Et le regroupement des petites communes « ne nous rendra pas plus riches ». Hélène Perrin s'est lassée de « cet immobilisme » et des perspectives tout aussi négatives avec les baisses des dotations, la perte de compétences dans le sillage de la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République).

Cinq autres élus, pour des raisons que seuls certains connaissent, avaient jeté l'éponge avant elle. Mais cela n'a pas produit une vague, ni même une onde. Tant mieux, libérée de toutes obligations, « je vais aller pêcher sur le lac », se réjouit Hélène Perrin.

**Estelle ZANARDI** 



Début avril 2014, Hélène Perrin (en vert), maire sortant, est réélue à son poste. Sa nouvelle équipe va rapidement connaître des difficultés, puisque six élus, dont Mme Perrin, ont démissionné depuis. Photo Le DL/Archives

### De nouvelles élections municipales aux mêmes dates que les régionales

Depuis la démission du maire, Sylvain Melmoux assure l'intérim. Concernant les six démissions au sein du conseil municipal, il ne s'étend pas. « Chacun est maître de sa décision. Il vaut mieux ça et que les choses avancent. » Quant à la critique de l'ancienne maire Hélène Perrin sur le manque d'implication des élus, il tempère : « Elle a aussi une part de responsabilité. Je pense que les choses ont été mal comprises de part et d'autre sur l'investissement demandé. Les gens sont de bonne volonté mais ce n'est pas facile de mana-

ger. »

### Le futur conseil municipal risque de voir en son sein une opposition

Le conseil municipal "restreint" (à cinq) a donc informé ses administrés des changements et de la tenue d'élections municipales complémentaires programmées les dimanches 6 et 13 décembre, en même temps que les régionales.

Six postes d'élus sont à pourvoir. Tout citoyen inscrit sur les listes électorales peut se porter candidat. Des listes (formées de six candidatures individuelles) peuvent également être déposées à la préfecture au plus tard aujourd'hui.

Sachant que trois listes s'étaient affrontées en mars 2014, le futur conseil municipal risque de voir en son sein une opposition. « Nous, nous ne sommes pas dans cet état d'esprit. Chacun peut avoir son opinion, on peut en débattre

et trouver un consensus. » Sylvain Melmoux a par ailleurs annoncé qu'il ne voulait ni du poste de maire, ni de celui d'adjoint. Et aucun des conseillers actuels ne s'est positionné.

# UNDI, MARDI, JEUDI ET VENDREDI À VOIR ET À REVOIR SUR alpes.france3.fr

### **AUJOURD'HUI**

- Festival international du Cirque Rhône-Alpes à Voiron Pays Voironnais
- Déblocage du Beaujolais nouveau.

### DEMAIN

- Guignol et la guerre de 14-18 exposition au Musée Gadagne (Lyon)
- Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées





**VOUS ÊTES AU BON ENDROIT** 



### **ISÈRE** Le tribunal administratif de Grenoble a rendu sa décision

### Les élections de Lumbin annulées

a nouvelle est tombée hier. Le tribunal administratif de Grenoble, saisi par le préfet de l'Isère le 15 octobre, a prononcé l'annulation des élections municipales de Lumbin du 27 septembre dernier.

Le scrutin avait consacré la victoire du maire sortant Pierre Forte, qui présentait une équipe renouvelée, son ancienne majorité ayant démissionné en bloc durant l'été.

Mais il avait aussi été entaché aura donc bien lieu, le troisiède deux irrégularités : le nom du 19e candidat de la liste de Pierre Forte était absent des bulletins de vote et la nationaliste, n'était pas indiquée. L'opposition municipale (deux élus) avait pensé qu'elle déposerait un recours, avant de se

Un nouveau scrutin, dont on ne connaît pas encore la date,

me depuis mars 2014...

#### « Il ne faut pas que la commune se retrouve lésée »

lité d'un autre, de cette même D'ici là, la commune pourrait être mise sous tutelle, et la préfecture devrait désigner un représentant de l'État chargé de traiter les affaires courantes de la collectivité. Un scénario qui suscite des interrogations :

mois pour organiser de nouvelles élections, mais le plus tôt sera le mieux, commentait, hier, Pierre Forte. Il y a des dossiers importants en cours, je pense notamment aux projets d'urbanisme. Il ne faut pas que la commune se retrouve lé-

Une chose est sûre : le maire, avec son équipe élue il y a moins de deux mois, sera de « D'après la loi, le préfet a trois nouveau candidat.

### **GRENOBLE** Les représentants scientifiques travaillent sur le sujet depuis lundi

# Vers un synchrotron africain

Depuis lundi et jusqu'à de-main, scientifiques et responsables gouvernementaux du monde entier sont réunis à l'ESRF (¹), à côté du grand accélérateur de particules européen, sur la Presqu'île scientifique de Grenoble, pour discuter de l'opportunité de créer un synchrotron en Afrique, le tout premier sur ce continent.

L'enjeu est de taille pour la communauté scientifique africaine, comme l'explique Francesco Sette, directeur général de l'ESRF : « Les scientifiques africains utilisent, aujourd'hui, une bonne part des synchrotrons de la planète (il y en a 48). Une source de lumière synchrotron située en Afrique leur permettrait de développer des programmes scientifiques d'urgence, liés au médical: malaria, Ebola ou sida. Sans oublier l'environnement, pour le traitement des eaux ou des sols pollués par l'industrie lourde. Mais également pour tout ce qui concerne la production d'éner-



Francesco Sette (à gauche), directeur général de l'ESRF, et le Dr Sezaki Mtingwa, membre du Comité de pilotage par intérim pour un synchrotron en Afrique, tenant symboliquement le bâton africain. Photo ESRF

La démarche est, pour l'instant, purement scientifique, en attendant les décisions politiques qui seront prises dans un second temps. L'ESRF pourrait partager son expertise en ce domaine sous la forme de collaborations et de développements communs avec les utilisateurs africains de ce futur instru-

« Un certain nombre d'États, comme l'Afrique du Sud (²), l'Égypte, l'Algérie, le

Maroc, le Sénégal, le Kenya, le Rwanda, le Gabon ou le Togo, sont très intéressés, par le biais de leurs scientifiques respectifs, utilisant déjà la lumière synchrotron sur les accélérateurs internationaux, en Europe, aux États-Unis et au Japon. »

### Ce synchrotron, s'il est validé, mettrait dix ans à être construit

Pour Simon Connell, président du comité d'organisa-

tion de cette réunion, « la création d'une telle source synchrotron contribuerait, de façon significative, à la "renaissance" de la science africaine, au retour de la diaspora scientifique, au développement de compétences hautement qualifiées et à la formation d'une nouvelle génération de scientifiques ».

Si, pour l'instant, on en est, à l'occasion de cette réunion, à effectuer un état des lieux de l'existant, à bien partager une vision commune des besoins d'une telle source de lumière synchrotron, puis à établir une feuille de route aboutissant à la création de ce synchrotron, celui-ci, dans les faits, devrait mettre une décennie pour être construit.

**Olivier PENTIER** 

(1) L'ESRF (European Synchrotron Radiation Facility, Installation européenne de rayonnement synchrotron) gère le Synchrotron européen à Grenoble, l'un des trois plus grands au monde. (2) L'Afrique du Sud fait partie des 21 pays finançant aujourd'hui l'ESRF.